

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 362/ mars 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2021

Des signes de redressement à confirmer

Remontée du climat des affaires, portée par des perspectives moins défavorables

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA), qui résume l'opinion des chefs d'entreprises interrogées sur la conjoncture, **gagne 7,7 points au 4^e trimestre**, pour s'établir à 97,7, un niveau qui se rapproche de sa moyenne de longue période. Cette remontée significative fait suite à une chute encore plus importante le trimestre précédent (-10,4 pts), qu'elle ne compense donc pas intégralement.

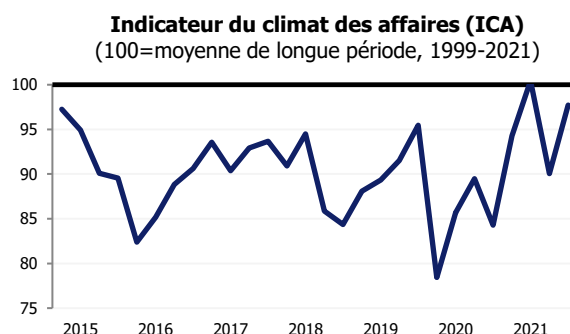
Le contexte sanitaire, avec une levée très progressive des restrictions (confinement strict à partir du 7 septembre au 10 octobre, suivi d'un confinement adapté (strict les week-ends), puis d'un confinement allégé (à partir du 15 novembre) **a continué d'impacter la situation des entreprises, mais plus modérément que le trimestre précédent.**

Le redressement du climat des affaires sur ce dernier trimestre de l'année **provient exclusivement de la composante à venir, avec des entreprises considérant les perspectives moins défavorables.** Dans un contexte de sortie de confinement et d'après flottement lié au référendum (tenu le 12 décembre), cette évolution sur le trimestre était donc prévisible et nécessite d'être confirmée sur les trimestres à venir pour être assimilée à une embellie.

À ce stade, les entreprises ne tablent pas sur une hausse sensible de leur activité le trimestre prochain. Elles sont encore nombreuses à **craindre une défaillance et à faire face à des fortes tensions de trésorerie**, alors que leur endettement croissant bute sur la contrainte de solvabilité et de remboursement. Les **pressions constatées sur les prix sont de plus en plus prégnantes** et deviennent une préoccupation majeure (coût et délais d'approvisionnement, hausse des matières premières...). Des pressions qui pèsent également peu à peu sur le pouvoir d'achat des ménages. Ces derniers maintiennent un certain rythme de dépenses (notamment courantes et d'investissements immobiliers), mais ont **davantage épargné au 4^e trimestre**. Par ailleurs, la pandémie de la Covid-19 génère toujours des perturbations, notamment d'ordre organisationnel (arrêt de travail), auxquelles s'ajoutent les **intempéries**.

Pour autant, certains signaux sont positifs. La **levée du confinement externe¹ du territoire et la nette hausse du cours du nickel** favorisent automatiquement le climat de confiance des entreprises, et plus largement, l'économie calédonienne. Il en est de même pour les **effets d'entraînement sur l'emploi de certains projets d'investissement annoncés**, auxquels pourraient s'ajouter des projets mis en attente durant la période récente. À ce titre, les intentions d'investir sur les 12 prochains mois de l'enquête IEOM montrent un léger mieux.

Par secteur, **les situations sont toujours très hétérogènes**. Globalement sur l'année 2021, les entreprises de l'enquête tablent sur une baisse de 3,6 % de leur chiffre d'affaires, avec une contraction de presque 10 % dans le BTP et le tourisme, mais une légère hausse dans les secteurs de la mine et du commerce.



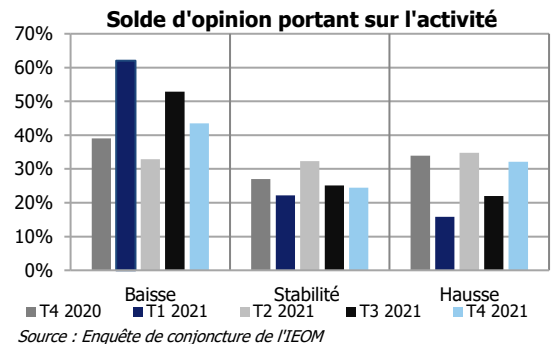
Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

¹ Depuis mars 2020, les frontières du territoire étaient fermées afin d'empêcher l'entrée du virus de la Covid-19 (stratégie dite « covid free »).

Une moindre dégradation de l'activité, mais pas encore de franche amélioration

Au 4^e trimestre 2021, la part des entreprises interrogées faisant état d'une baisse ou une stabilisation de leur activité se réduit de 10 pts, tout en restant majoritaire (deux tiers de l'échantillon). **Cette moindre dégradation** est assez cohérente avec la levée progressive des restrictions sanitaires liées à la Covid-19. Ce léger mieux en rythme trimestriel permet à la prévision moyenne de croissance du chiffre d'affaires 2021 de passer d'une contraction de -4,6 % à -3,6 % (-3,3 % lors de l'enquête du 2^{ème} trimestre et -6,0 % lors de l'enquête du 1^{er} trimestre).

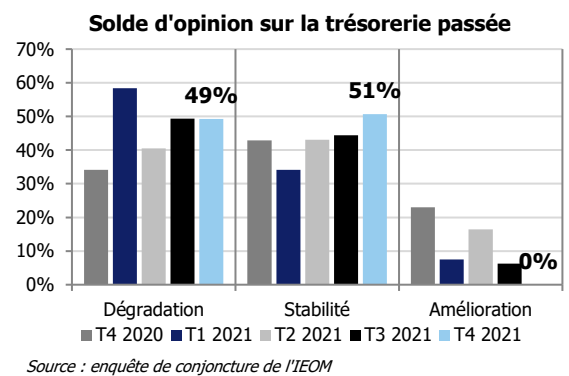
Concernant les perspectives d'activité pour le trimestre à venir, les répondants à l'enquête se montrent prudents **puisque seulement 10 % tablent sur une hausse** (comme au trimestre précédent). En revanche, ils sont légèrement moins nombreux à prévoir une baisse et plus nombreux à anticiper une stabilisation.



Des tensions de trésorerie toujours prégantes malgré les aides

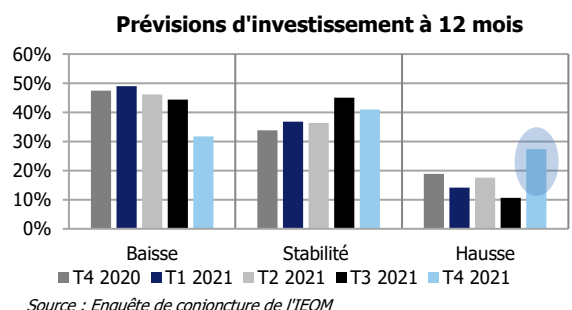
Au 4^e trimestre, les tensions **sur la trésorerie des entreprises ne se sont pas apaisées** : aucune entreprise répondant à l'enquête ne constate une amélioration sur le trimestre et presque la moitié fait état d'une dégradation, comme au trimestre précédent. Face à ces contraintes de trésorerie, elles sont toujours aussi nombreuses à recourir à une accélération du recouvrement des créances clients (35 %), et dans une moindre mesure des créances fournisseurs (20 %). Avec 15 % des entreprises interrogées, **la sollicitation de concours bancaire est plus importante sur le trimestre**, ce qui se retrouve dans la hausse de 5 Mds XPF des octrois de PGE.

Les **inquiétudes des chefs d'entreprises restent très fortes** : un quart d'entre elles craignent une défaillance au cours des 12 prochains mois (taux à 40 % dans le BTP et 50 % dans le tourisme). Les mesures de soutien continuent de jouer un rôle d'amortisseur, comme en témoigne un nombre de défaillances qui reste faible au 4^e trimestre (60 entreprises), tout comme au trimestre précédent (lui-même en diminution par rapport au trimestre précédent : -39 entreprises).



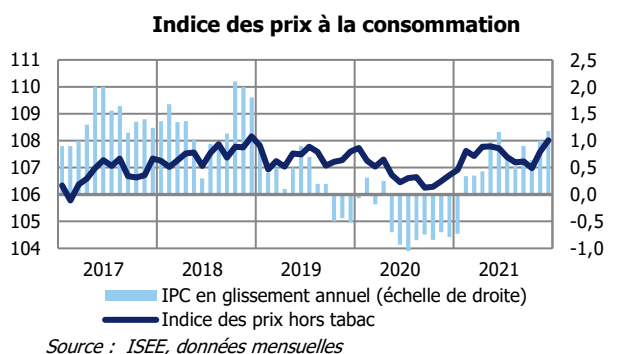
Un 1^{er} signal d'amélioration des prévisions d'investissement

Après plusieurs trimestres marqués par un fort attentisme (climat plutôt morose lié à la crise sanitaire et aux référendums d'autodétermination), les entreprises se disent plus enclines à envisager une hausse de leur investissement au cours des 12 prochains mois : elles sont presque 30 % dans cette situation au 4^e trimestre, contre seulement 10 % auparavant. Au-delà des intentions, se pose la question de la capacité financière à le faire au regard de l'endettement. À ce titre au 4^e trimestre 2021, la production de crédits d'équipement progresse de 1 Md XPF sur le trimestre, mais demeure bien inférieure au total sur l'année 2021 (-7,8 Mds XPF).



Une inflation en hausse et des inquiétudes grandissantes

Au 4^e trimestre, **l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente** de 0,2 %, après une baisse de 0,4 % au trimestre précédent. Cette croissance est tirée par la vigueur de la reprise mondiale qui se répercute sur la hausse du coût de l'énergie (+2,2 %). Les prix des services ont connu une légère augmentation (0,3 % en glissement trimestriel) alors que les produits manufacturés ont diminué de 0,3 % notamment en raison d'actions de promotion. La baisse des prix de l'alimentation ralentit à -0,1 % (-1,9 % au trimestre précédent) après une période de surproduction. En glissement annuel, l'augmentation des prix s'accélère : +0,9 %, contre 0,7 % au 3^e trimestre, et remonte à son niveau le plus élevé depuis décembre 2018. Toutes les catégories (hormis les produits manufacturés) enregistrent une légère hausse des prix, mais celle de l'énergie est la plus marquée (+11,2 %, après une forte chute en 2020).

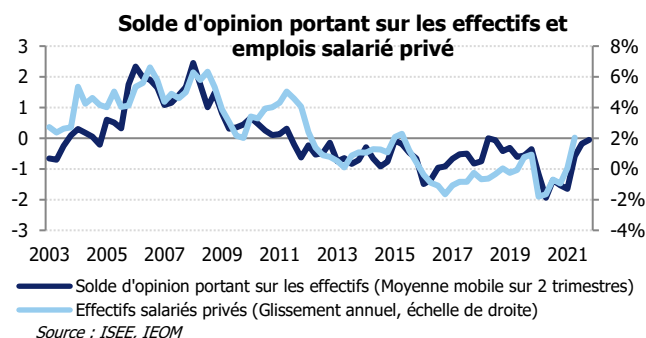


Même si les soldes du début de l'année pourraient influencer à la marge l'évolution des prix sur le trimestre, **les pressions inflationnistes s'accroissent et deviennent une source de préoccupation majeure** : 93 % des entreprises interrogées disent subir une hausse des prix des entrants et presque trois quarts d'entre elles prévoient d'augmenter leur prix en conséquence. Les hausses prévues des prix du tabac et de l'alcool seront également des vecteurs d'inflation exogène.

L'emploi salarié sur la voie d'une orientation positive

Au 4^e trimestre 2021, la part des chefs d'entreprise interrogés déclarant une hausse de leurs effectifs excède désormais la part de ceux déclarant une baisse. **Près d'une entreprise sur cinq indique avoir procédé à des recrutements** au 4^e trimestre tandis qu'elles ne sont que 4 % à avoir été contraintes à licencier. Le télétravail (35 % des entreprises interrogées), l'incitation à la prise de congés payés (32 %) et le chômage partiel (24 %) sont les mesures mises en place pour assurer la continuité d'activité et pérenniser l'emploi pendant la période de confinement.

En revanche, l'accroissement des cas de covid-19 a induit des difficultés sur le plan organisationnel du fait de la **multiplication des arrêts maladie** (1 entreprise sur 3 est concernée). Malgré l'accroissement de ce phénomène au 1^{er} trimestre 2022, le desserrement progressif des contraintes et le lancement de projets d'envergure (notamment dans le secteur minier et métallurgique) offrent des perspectives plus favorables pour l'emploi. Les chefs d'entreprise sont d'ailleurs plus nombreux qu'auparavant à **anticiper une hausse de leurs effectifs**.



Une consommation des ménages plus ou moins affectée selon les postes

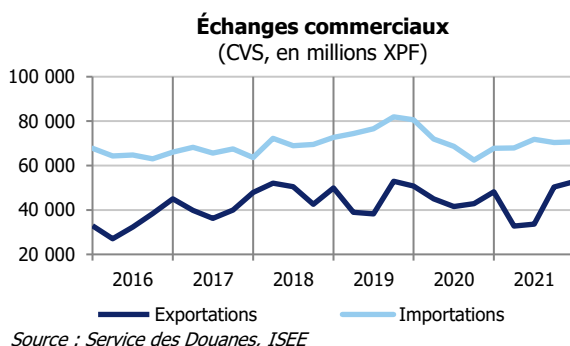
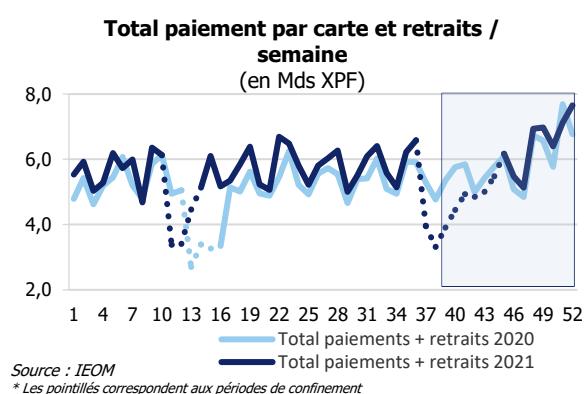
Dans le sillage de la sortie de confinement, **les dépenses de consommation courantes se sont redressées** sur le trimestre, notamment au cours du mois de décembre : les paiements par carte bancaire et les retraits de billets sont en hausse de 5,7 %, et les importations de biens de consommation non durables de 6,8 %. Les **investissements dans l'immobilier** ont poursuivi une orientation plutôt favorable avec une progression de la production de crédits à l'habitat de 6,5 % sur le trimestre. En revanche, la production de crédits à la consommation et **les achats de véhicule particuliers** ont diminué (-15,2 % et -11,3 % respectivement).

La hausse des actifs financiers des ménages sur le trimestre (+4,1 Mds XPF) a été plus importante que traditionnellement, tirée notamment par le dynamisme des contrats d'assurance-vie.

La balance commerciale continue de s'améliorer

Malgré la forte chute en début d'année, les exportations dépassent le niveau de décembre 2020 pour atteindre 52,7 millions de XPF. La hausse de 4,9 % sur le 4^e trimestre est tirée par les exportations de minerais (cf infra). En parallèle, les importations stagnent (+0,4 % en glissement trimestriel, CVS), avec une progression des importations d'énergie (+51,1 %, CVS) contrebalancée par des baisses dans les biens de consommation durable (-17,4 %, CVS), les biens d'investissement et les biens intermédiaires (-6,2 %, et -4 % respectivement, CVS).

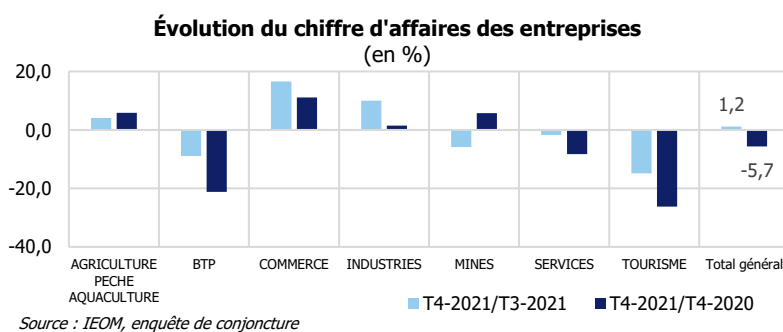
La **balance commerciale s'améliore** en conséquence avec une diminution du déficit commercial de 10,9 %, le faisant passer à 17,8 Mds XPF. Le taux de couverture des importations par les exportations progresse de 3,2 pts (à 74,7 %).



Une fragilité de la plupart des secteurs

Selon l'enquête IEOM, entre le 3^e trimestre et le 4^e trimestre 2021, le chiffre d'affaires des entreprises progresse de 1,2 %, en lien avec la période de fêtes de fin d'année et la sortie de confinement. Les secteurs qui bénéficient de cette hausse sont le commerce (+16,6 % en moyenne), le secteur primaire (+4,1 %) ou encore les industries (+10,0 %). Les secteurs plus exposés aux effets des restrictions sanitaires (services et tourisme notamment) voient en revanche leur chiffre d'affaires reculer (respectivement -1,7 % et -14,8 %). Pour des raisons moins conjoncturelles que structurelles (tendance à la diminution du niveau d'activité indépendamment des effets de la crise), les entreprises du secteur du BTP affichent également une forte baisse de leur CA (-8,9 % en moyenne).

En comparaison du 4^e trimestre 2020 (trimestre sans confinement ni restriction sanitaire), le chiffre d'affaires des entreprises baisse de 5,7 % en moyenne, dont -26,3 % pour le tourisme et -21,2 % pour le BTP, secteurs pour lesquels les reculs sont les plus significatifs.



La hausse des cours soutient un secteur du nickel qui reste fragile

Au 4^e trimestre 2021, **le cours du nickel poursuit sa hausse** (+3,6 % sur trois mois) pour atteindre 19 813 USD/ tonne en moyenne au London Metal Exchange (LME), soit son plus haut niveau depuis le 3^e trimestre 2011. Ce contexte favorable s'explique par la chute des stocks dans les entrepôts du LME (-36,4 % sur un trimestre et -47,4 % sur un an), des perspectives très favorables du marché des véhicules électriques, ainsi que par les mesures de relance en Chine. Les craintes d'une réduction des approvisionnements indonésiens (liées à la potentielle mise en place d'une taxe sur le nickel brut) et les difficultés récentes des opérateurs métallurgiques de plusieurs pays producteurs (Kazakhstan, Finlande, Grèce et Russie notamment) ont également contribué à la progression du cours. **Les perspectives sont également très favorables.** Le conflit Russo-Ukrainien étant de nature à déséquilibrer l'offre (la Russie est un acteur majeur du secteur) et à conduire à une envolée du cours (un record au-delà des 100 000 dollars la tonne a d'ailleurs été atteint le 8 mars).

Localement, après deux trimestres consécutifs de croissance, **l'extraction minière enregistre un recul de 5,5 %** au 4^e trimestre 2021. S'établissant à 4 358 tonnes humides, elle est toutefois supérieure à son niveau de l'an passé à la même période. Dopées par des prix de vente de plus en plus favorables, **les exportations** de minerais continuent de progresser (+12,7 % sur le trimestre et +8,8 % sur un an en valeur) **atteignant un nouveau record historique** (à 19,9 Mds XPF).

De son côté, en raison de la maintenance des installations de l'usine du Sud, le segment métallurgique du secteur ne confirme pas sa montée en puissance observée depuis les perturbations de début d'année. Au 4^e trimestre, **la baisse de 9,9 % de la production de nickel « métal »** par rapport au trimestre précédent s'explique en effet par la baisse de la production de NHC (divisée par trois), que partiellement minorée par la croissance de la production de ferronickel (+28,7 %). En outre, **les exportations de produits du nickel reculent** tant en volume qu'en valeur sur le trimestre : respectivement -13,3 % (-14,0 % pour le ferronickel et -11,9 % pour le NHC) et -11,8 % (-14,5 % pour le ferronickel et -6,3 % pour le NHC).

Une activité toujours au ralenti dans le secteur du BTP

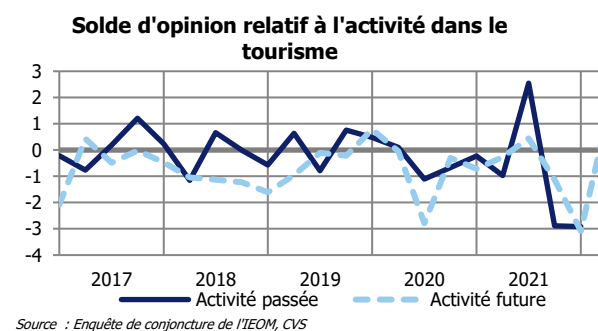
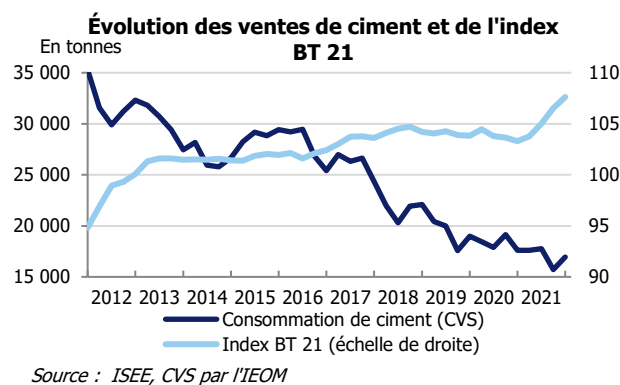
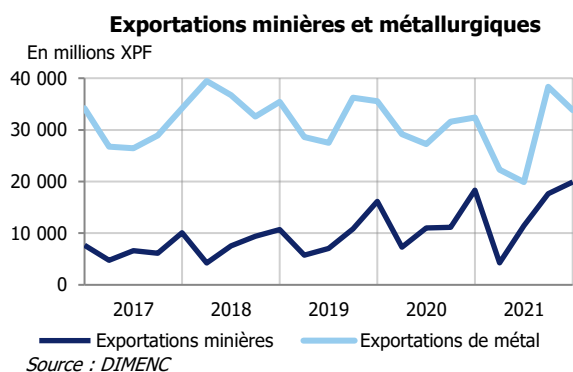
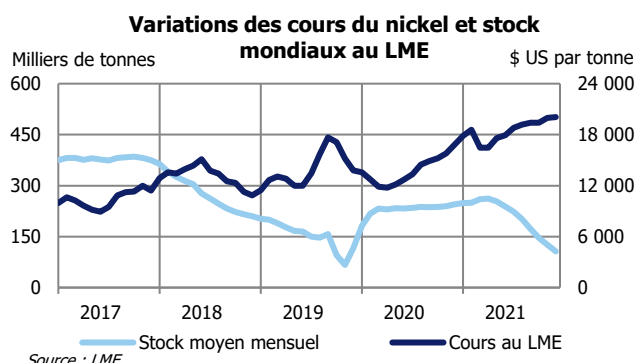
Pour le secteur du BTP, **la morosité** reste de mise en cette fin d'année. En effet, au 4^e trimestre, la consommation de ciment demeure à un niveau historiquement faible (17 000 tonnes contre 27 000 tonnes en moyenne depuis 2010) signe d'une activité qui tourne au ralenti. Confirmant cette tendance, l'appréciation des chefs d'entreprises sur leur volant d'affaires reste également dégradée. Alors que les marchés se font moins nombreux et que la concurrence est exacerbée, les entreprises doivent par ailleurs composer avec **la forte augmentation des prix des matériaux de construction**, matérialisée par l'envolée de l'index BT 21 (+1,0 % sur un trimestre et +4,2 % sur un an) qui atteint un plus haut depuis que l'indice existe.

En revanche, sans encore pouvoir parler d'embellie, les **perspectives semblent moins dégradées.** Les chefs d'entreprises interrogés par l'IEOM sont un peu plus nombreux à envisager une amélioration de leur activité pour le trimestre à venir. Par ailleurs, le lancement ou le « débloqué » de grands projets structurants (projet Lucy et centrale photovoltaïque à l'usine du Sud, réaménagement de l'Anse Vata, Marina de Nouré, réfection de la piste de Tontouta, ...) pourraient notamment redonner un peu de souffle à certaines branches du secteur.

Un secteur touristique durement touché, mais de l'espoir

L'activité touristique est au plus bas avec un trafic aérien international environ 10 fois inférieur aux années précédant la crise sanitaire (53 608 passagers en 2021 contre 565 738 en 2019). Le 4^e trimestre affiche une forte chute du trafic aérien interne, à son plus bas niveau **depuis le début de la pandémie.** Le nombre de voyageurs domestiques a été divisé par 4 par rapport au trimestre précédent (19 547 voyageurs enregistrés ces trois derniers mois).

Malgré ce bilan, un espoir apparaît quant aux anticipations du 1^{er} trimestre 2021, avec un redressement prévu de l'activité future. En effet, la reprise progressive des vols intérieurs depuis le 25 novembre, puis des vols internationaux le 1^{er} décembre (suspendus depuis avril



2020), les annonces d'ouverture des frontières des pays voisins (l'Australie le 21 février) ainsi que la fin de la septaine à l'arrivée sur le territoire calédonien pour les voyageurs vaccinés, donnent toutes les raisons d'espérer un regain d'activité dans le secteur.

Un secteur primaire à l'épreuve des intempéries

Pour le secteur primaire, le 4^e trimestre se caractérise par des **intempéries qui ont lourdement impacté son activité**. C'est en premier lieu la filière végétale (principalement le maraîchage) qui a subi les effets néfastes des fortes pluies, pénalisant notamment les récoltes et les volumes mis sur le marché. Pour la filière aquacole, le 4^e trimestre est à l'image du reste de l'année 2021, avec des difficultés d'écoulement de la production à l'international (liées à la faiblesse des commandes : -70,8 %, CVS en glissement trimestriel).

En revanche, en dépit des aléas climatiques, **la filière pêche affiche un niveau d'activité correct** (+5,6 %, CVS sur trois mois pour les tonnages débarqués par les palangriers). Les exportations de thons sont également plutôt bien orientées, quasiment multipliées par trois par rapport au trimestre précédent (données CVS).

Conjoncture internationale et régionale

LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES ONT ETE REVUES A LA BAISSSE

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2022, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 5,9 % en 2021, soit un niveau conforme à ce qui avait été anticipé en octobre. En revanche, les prévisions pour 2022 ont été nettement révisées à la baisse (-0,5 point) suite à la propagation rapide d'un nouveau variant de la Covid-19 et à une inflation plus élevée et plus généralisée que prévu. Sur l'année, le FMI table désormais sur une croissance mondiale de 4,4 %.

Aux **États-Unis**, la croissance du PIB a retrouvé de la vigueur au quatrième trimestre 2021, s'élevant à 1,7% en rythme trimestriel, après une hausse de 0,6 % au trimestre précédent. La reconstitution des stocks des entreprises au cours de la période a largement contribué à cette évolution. Sur l'ensemble de l'année 2021, le PIB a crû de 5,6 % selon le FMI. L'institution anticipe une progression de 4,0 % en 2022, soit une révision à la baisse de 1,2 point par rapport aux prévisions d'octobre. L'abandon probable du plan de relance budgétaire, le retrait anticipé des mesures d'accompagnement monétaire et la persistance de pénuries d'approvisionnement sont autant de facteurs qui ont contribué à cette révision.

Dans la **zone euro**, le PIB a augmenté de 0,3 % au quatrième trimestre, après une progression de 2,3 % au troisième trimestre. Le taux de chômage a continué de baisser pour s'établir à 7,0 % à fin décembre contre 8,2 % un an plus tôt. À l'inverse, le taux d'inflation atteint 5,0 % à fin décembre, poussé par la hausse des prix de l'énergie. Une telle augmentation n'avait jamais été enregistrée depuis la création d'Eurostat en 1997. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a atteint 5,2 % selon le FMI. Elle pourrait s'élever à 3,9 % en 2022, soit une révision à la baisse de 0,4 point par rapport aux dernières estimations.

La **France** a vu son PIB croître de 0,7 % au quatrième trimestre, soit un rythme plus modéré qu'au trimestre précédent (+3,1 %). Les échanges extérieurs, toujours en phase de rattrapage, progressent plus vite que la demande intérieure : les importations et les exportations augmentent respectivement de 3,6 % et de 3,2 % tandis que les dépenses de consommation des ménages enregistrent une hausse de 0,4 %, sensiblement identique à celle de l'investissement (+0,5 %). La Banque de France estime que la croissance du PIB a atteint 6,7 % en 2021 et qu'elle pourrait s'établir à 3,6 % en 2022.

Au **Japon**, le PIB a retrouvé une dynamique positive. Après un recul de 3,7 % au troisième trimestre, le PIB a ainsi enregistré un accroissement de 1,7 % sur le dernier trimestre 2021. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de la consommation des ménages (+2,8 %) qui a profité d'une nette amélioration de la situation sanitaire. Sur l'ensemble de l'année, le PIB a progressé de 1,7 %. Il devrait croître de 3,3 % en 2022 selon les estimations du FMI.

Enfin, les **pays émergents et en développement** ont vu leur PIB augmenter de 6,5 % en 2021 avec d'importantes disparités entre les pays : l'Inde et la Chine ont vu leur PIB progresser de respectivement 9,0 % et 8,1 % sur l'année tandis que le Brésil et la Russie ont enregistré une hausse moins marquée (respectivement +4,7 % et +4,5 %). En 2022, le FMI prévoit une progression du PIB de 4,8 % dans ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 février 2022.

UNE REPRISE FRAGILE DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Au 4^e trimestre, le rebond des pays de la **zone Asie-Pacifique** est fragilisé par les tensions inflationnistes (et les craintes de resserrement monétaire mondial associées), et l'arrivée du variant Omicron (confinement aux Tonga, Zhejiang et Xi'an en Chine). La croissance **chinoise** progresse de 8,1 % sur l'année 2021 (le taux le plus élevé depuis 10 ans), grâce notamment à des exportations dynamiques. Même si la production industrielle a rebondi en fin d'année (+4,3 % en glissement annuel au mois de décembre), l'économie montre des signes de ralentissement (la croissance du PIB au 4^e trimestre s'établit à +4 % en rythme annuel) avec une demande interne moins robuste, une crise immobilière qui s'aggrave, et des perturbations dans le transport maritime et dans certaines zones de production touchées par le variant Omicron (certaines ayant été confinées). Des mesures d'assouplissement monétaire sont attendues en 2022.

L'**Indonésie** voit la croissance de son économie accélérer en fin d'année 2021 (+5 % au 4^e trimestre en glissement annuel, contre 3,5% au trimestre précédent). Les taux directeurs sont restés inchangés (à 3,5 %). La hausse du cours des matières premières favorise les exportations et l'excédent commercial. Toutefois, les perspectives sont impactées par une interdiction temporaire d'exportation de charbon (du fait d'un besoin interne), la montée de l'inflation et l'arrivée du variant Omicron.

L'économie **australienne** reste bien orientée, avec notamment une croissance de l'emploi et une baisse du taux de chômage (à 4,2 % en décembre). Les pressions sur les prix s'accroissent (+1,3 % en glissement trimestriel), mais la banque centrale maintient ses taux directeurs inchangés. Le pays rouvre ses frontières progressivement (fin février avec la Nouvelle-Calédonie).

La **Nouvelle-Zélande** adoucit progressivement ses restrictions sanitaires (80 % de la population est vaccinée). Son économie est en surchauffe et les pressions inflationnistes se font plus prégnantes (1,4 % en glissement trimestriel). Le taux de chômage est de nouveau en baisse (à 3,2 % en glissement trimestriel). Dans ce contexte, la Reserve Bank of New Zealand a augmenté ses taux directeurs à 0,75 % (+0,25) en novembre.

L'économie **japonaise** enregistre un rebond de sa croissance de 1,3 % en glissement trimestriel au 4^e trimestre, après une contraction de 0,8 % au trimestre précédent. Dans un contexte de ralentissement de l'épidémie, ce redressement est tiré par une bonne meilleure orientation de l'investissement, des exportations et, plus significativement, de la consommation des ménages (+2,7 %). Face à une inflation toujours faible, la banque centrale japonaise maintient son taux directeur à -0,1 %.

Aux **îles Fidji**, l'inflation annuelle en décembre 2021 est de 3%, poussée par la hausse des prix de carburants et des matières premières, ainsi que des problèmes d'approvisionnement et des catastrophes naturelles. La Reserve Bank of Fiji prévoit un emballement de l'inflation au trimestre prochain, notamment sur les prix des fruits et légumes locaux, la récolte ayant été affectée par les inondations provoquées par le cyclone Cody.

Sources: FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Bank Indonesia, Direction générale du Trésor